

Session de Cambridge – 1895

**Projet de révision de la Convention de Berne du 9 septembre 1886
pour la protection des œuvres littéraires et artistiques**

(Rapporteurs : MM. Ernest Roguin et Louis Renault)

L'Institut de Droit international

A l'honneur de recommander les modifications suivantes à l'attention de la prochaine conférence diplomatique chargée de réviser la Convention de Berne du 9 septembre 1886, créant une Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

Article 2

Rédiger l'alinéa 2 comme suit : "La jouissance de ces droits *et la faculté de les faire valoir en justice* sont subordonnées seulement à l'accomplissement des conditions et formalités prescrites par la législation du pays d'origine de l'œuvre".

Supprimer la seconde partie de l'alinéa 3, depuis les mots "ou si cette publication a lieu simultanément dans plusieurs pays de l'Union, celui d'entre eux dont la législation accorde la durée de protection la plus courte". En conséquence, la durée de la protection serait constamment celle de la loi du pays où la protection est réclamée.

Article 5

Porter de dix à *vingt* ans la durée de la protection minima des *traductions*.

Article 7

Faire rentrer dans le texte même de la convention l'explication du procès-verbal portant que la disposition du premier alinéa de l'article 7 ne s'applique qu'aux écrits concernant la politique du jour, et non *aux essais ou études ayant trait à des questions de politique ou d'économie sociale d'une signification plus générale*, ces dernières oeuvres restant soumises au droit commun.

Dire formellement que les *articles de science et d'art* sont soumis à la règle de l'article 7, premier alinéa, de la convention de 1886.

Dire expressément que les *romans-feuilletons* sont soumis aux mêmes règles que les oeuvres littéraires publiées en volumes.

Statuer expressément que chacun peut reproduire les *articles politiques, nouvelles du jour et faits divers*, à la seule condition d'en indiquer la source exacte.

Article 9

Rédiger le 3e alinéa comme suit : "Les stipulations de l'article 2 s'appliquent également à l'exécution publique des oeuvres musicales non publiées ou de celles qui ont été publiées, *sans qu'il soit besoin que l'auteur ait expressément déclaré sur le titre ou en tête de l'ouvrage qu'il en interdit l'exécution publique, sous réserve des dispositions de la loi du pays d'origine de l'oeuvre*".

Article 10

Supprimer le deuxième alinéa.

Au premier alinéa, ajouter après ... *adaptations* ... les mots : *transformation d'un roman en pièce dramatique ou vice versa*.

Ajouter un dernier alinéa ainsi conçu : "*L'exécution publique des oeuvres musicales à l'aide d'instruments mécaniques doit être traitée comme l'exécution publique à l'aide de tous autres moyens*".

Article 14

Introduire une disposition en vue de permettre, dans les délais péremptoires, l'écoulement des reproductions achevées ou préparées avant l'entrée en vigueur du traité. Elles seraient, à cet effet, munies d'estampilles ou autres marques distinctives.

Introduire dans la convention une disposition interdisant de reproduire par la photographie une oeuvre littéraire ou artistique protégée.

*

(14 août 1895)